

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE-MARITIME

ARRÊTÉ n° 16-1628

Limitant provisoirement les prélèvements d'eau douce
pour le remplissage des mares de tonne de chasse

**A AFFICHER
DES RECEPTION**

LE PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;

VU le code de l'environnement, et notamment l'article L 211-3 ;

VU le code civil ;

VU le code pénal ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2015 du Préfet de la Région Centre-Val de Loire approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté du 1^{er} décembre 2015 du Préfet de la Région Midi-Pyrénées approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté préfectoral n° 16-523 du 31 mars 2016 délimitant les bassins de gestion et définissant les mesures de restriction ou de suspension provisoires du remplissage des mares de tonne dans le département de la Charente-Maritime entre le 15 avril et le 30 novembre 2016 ;

CONSIDERANT que le remplissage des mares de tonne et leur maintien à niveau, nécessitant leur réalimentation pendant toute la période d'étiage, peut avoir une incidence sur le milieu ;

CONSIDERANT les niveaux d'eau constatés aux stations de jaugeage et dans les piézomètres le 29 août 2016 ;

CONSIDERANT les constats de terrain effectués le 4 juillet 2016 et le 08 août 2016 sur les ouvrages d'évacuation à la mer comme indiqués dans l'Arrêté Préfectoral n° 16-523 du 31 mars 2016 ;

CONSIDERANT les éléments apportés lors de la cellule de vigilance du 30 août 2016

SUR proposition du Délégué Inter-Services de l'Eau et de la Nature ;

ARRETE

Article 1 : REMPLISSAGE DES MARES DE TONNE – NOUVELLES DISPOSITIONS

→ Conformément à l'article 5.2 de l'arrêté n° 16-523 du 31 mars 2016, les règles de gestion pour le remplissage des mares de tonne en eau douce dans les bassins suivants sont :

| BASSIN | REGLES DE GESTION |
|----------------------------|--|
| Curé et Sèvre Niortaise | Interdiction de remplissage et de remise à niveau |
| Mignon | Interdiction de remplissage et de remise à niveau |
| Marais de Rochefort Nord | Remplissage limité à une surface inférieure à 1 ha |
| Marais de Rochefort Sud | Remplissage limité à une surface inférieure à 1 ha |
| Fleuve Charente | Remplissage limité à une surface inférieure à 1 ha |
| Boutonne et affluents | Interdiction de remplissage et de remise à niveau |
| Lary et Palais | Remplissage possible sans limitation |
| Marais bord de Gironde Sud | Remplissage possible sans limitation |
| Dronne aval | Remplissage possible sans limitation |

→ Conformément à l'article 5.3 de l'arrêté n° 16-523 du 31 mars 2016, les règles de gestion pour le remplissage des mares de tonne en eau douce dans les bassins suivants sont :

| BASSIN | REGLES DE GESTION |
|-----------------------------|---|
| Antenne et Rouzille | Interdiction de remplissage et de remise à niveau |
| Seudre | Interdiction de remplissage et de remise à niveau |
| Seugne | Interdiction de remplissage et de remise à niveau |
| Marais bord de Gironde Nord | Interdiction de remplissage et de remise à niveau |

Ces dispositions entrent en application à compter du 31 août 2016 à 8h.

Article 2 : ABROGATION

L'arrêté préfectoral n°16-1539 du 09 août 2016 est abrogé à la date d'application du présent arrêté précisée à l'article 1.

Article 3 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R216-9 du code de l'environnement.

Article 4 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification, d'un recours gracieux auprès du Préfet et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Poitiers. L'éventuel recours gracieux n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 5 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets de JONZAC, ROCHEFORT, SAINTES, ST JEAN-D'ANGELY, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Charente-Maritime, le Délégué Inter Services de l'Eau et de la Nature, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, les Maires du département, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le responsable départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le responsable départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Recueil des Actes Administratifs* de la Préfecture de la Charente-Maritime, affiché en mairies et adressé pour information aux préfets coordonnateurs des bassins *Loire-Bretagne et Adour-Garonne*.

Fait à La Rochelle, le 30 AOUT 2016

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Michel TOURNAIRE